

Coup d'Etat au Mali : le président Ibrahim Boubacar Keïta démissionne après son arrestation par des soldats



Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale en direct à la télévision. Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit mercredi en urgence.

Avec Atlantico
Rédaction

Selon des informations du Figaro, des militaires maliens ont pris le contrôle, mardi, d'un camp à Kati, dans les environs de Bamako. C'est dans cette même caserne qu'avait commencé, en 2012, le coup d'Etat contre le président Amadou Toumani Touré. En fin de journée, les mutins ont annoncé l'arrestation du président Ibrahim Boubacar Keïta et du premier ministre Boubou Cissé.

Les deux dirigeants "ont été conduits par les militaires révoltés dans des véhicules blindés à Kati", où se trouve le camp Soundiata Keïta, à une quinzaine de kilomètres de Bamako.

Dans la nuit de mardi à mercredi, le président Keïta a annoncé sa démission expliquant n'avoir pas d'autre choix que de se soumettre à la volonté de son armée en révolte pour éviter que du sang ne soit versé. Le dirigeant malien a également annoncé la dissolution du Parlement et du gouvernement en direct à la télévision.

Les militaires qui ont pris le pouvoir ont affirmé vouloir mettre en place une "transition politique civile" devant conduire à des élections générales dans un "délai raisonnable". Le porte-parole des militaires, le colonel-major Ismaël Wagué, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air, s'est exprimé à la télévision publique ORTM :

"Nous, forces patriotiques regroupées au sein du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), avons décidé de prendre nos responsabilités devant le peuple et devant l'histoire".

L'Union africaine avait appelé dans la soirée de mardi à la "libération immédiate" du président Keïta, tandis que l'Union européenne condamnait une "tentative de coup d'Etat". Par la voix du ministère des Affaires étrangères, Paris avait également condamné la mutinerie "avec la plus grande fermeté".

Près de 5.100 militaires français sont déployés au Sahel, notamment au Mali, dans le cadre de l'opération Barkhane.

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit ce mercredi en urgence à huis clos dans l'après-midi, à la demande de la France et du Niger.